



Le 16 septembre 2005

## GUYANE COHESION

La lettre d'information du centre de ressources Politique de la ville de Guyane  
(Contact : Valérie Grégoire 05 94 28 88 24 ou [val.centre-ville@wanadoo.fr](mailto:val.centre-ville@wanadoo.fr))

***Nos rubriques : actualités nationales / les nouvelles du réseau / visitez la documentation / zoom sur la visite en Guyane des directeurs de centre de ressources /***

### ACTUALITES NATIONALES

#### **Anne-Marie CHARVET, nouvelle Déléguée Interministérielle à la Ville**

Anne-Marie Charvet, préfète de 58 ans, a été nommée Déléguée interministérielle à la ville, lors du Conseil des ministres du 15 juillet. Diplômée de sciences économiques, la nouvelle responsable de la DIV était préfète du Tarn-et-Garonne depuis février 2004. Jusqu'en 2003, elle a exercé les fonctions de directrice générale des services de la communauté urbaine de Marseille. Auparavant, elle a successivement dirigé la société d'économie mixte de la ville de Toulon chargée de la rénovation et de la réhabilitation du centre ancien (1989-1992), assuré la direction des lycées de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA) (1992-1995) avant d'être nommée directrice générale des services de la région PACA (1995-1998).

Décret du 28 juillet 2005 portant nomination de la déléguée interministérielle à la ville et au développement social urbain - juillet 2005

<http://i.ville.gouv.fr/divbib/doc/JoNominationDelequeeDIV.pdf>

(Source : Lettre d'information bimensuelle de <http://www.ville.gouv.fr>)

#### **Egalité des chances : 1,469 milliard d'euros pour la réussite éducative**

Le 24 août, Jean-Louis Borloo et Catherine Vautrin ont présenté en Conseil des ministres le dispositif de réussite éducative. Le programme, qui se verra allouer 1,469 milliard d'euros d'ici 2009, comporte trois volets : un suivi individualisé dès le plus jeune âge des enfants présentant des difficultés dues à des problèmes extérieurs à l'école (santé, violence, logement précaire...) et de leurs familles. Ce suivi sera assuré par des équipes de réussite éducative pluridisciplinaires, disposant de moyens financiers importants immédiats pour intervenir rapidement et régler les difficultés au cas par cas. Le programme de réussite éducative s'appliquera dès la rentrée scolaire 2005. D'ores et déjà, 185 communes se sont engagées dans la mise en oeuvre de ce dispositif. Ce programme comprend deux autres mesures clés : la mise en place d'internats de réussite éducative - 5 projets de ce type fonctionneront à la rentrée scolaire 2005 dans cinq régions différentes - et le développement de partenariats avec les grandes écoles pour favoriser l'accès à l'enseignement supérieur des lycéens de quartiers sensibles (l'ESSEC et Polytechnique sont déjà engagés dans le dispositif).

(Source : Lettre d'information bimensuelle de <http://www.ville.gouv.fr>)

**En Guyane**, aucun dossier n'est signé pour le moment mais des discussions sont en cours entre le rectorat, le Délégué régional interministériel à la ville (DRIV) et les municipalités.

### **Les contrats de ville seront réformés en 2006**

Les contrats de ville seront maintenus... mais fortement rénovés, ont confirmé Jean-Louis Borloo et sa ministre déléguée en charge de la politique de la ville, Catherine Vautrin, saluant le rapport du sénateur Pierre André consacré à cet outil de la politique de la ville. Ils « souhaitent que ces contrats soient plus simples et plus lisibles. Leur pilotage pourra être confié aux agglomérations. Ils devront être véritablement opérationnels, afficher des objectifs précis, directement évaluables, et se décliner en programmes d'actions », ont-ils précisé dans un communiqué le 12 juillet 2005. La réforme de ces outils s'appuiera notamment sur les préconisations du sénateur. Selon celui-ci, les 247 contrats de ville conclus entre l'Etat et les collectivités territoriales pour la période 2000-2006 ont eu des « apports incontestables » notamment pour leur « capacité à mobiliser l'ensemble des acteurs sur les quartiers en difficulté ». Toutefois, « n'ayant jamais atteint 50 % de leurs objectifs », ces contrats souffrent « d'un manque de lisibilité » et sont devenus, en raison des « financements croisés », de « véritables usines à gaz ». Ce rapport sera suivi à l'automne par celui de Henri Ségard, député et maire de Comines.

Le rapport du sénateur Pierre André : "Contrat de ville : rénover et simplifier" - juillet 2005  
<http://www.senat.fr/rap/r04-402/r04-402.html>

(Source : Lettre d'information bimensuelle de <http://www.ville.gouv.fr>)

### **L'ANRU publie son premier rapport d'activité**

L'Agence nationale pour la rénovation urbaine diffuse son premier rapport d'activité, pour l'année 2004, et son rapport financier, qui analyse les 69 premiers projets et formule des projections sur les engagements financiers à prévoir jusqu'en 2015. Au 31 mars 2005, l'Anru avait engagé quelque 3,2 milliards d'euros de subventions, permettant un montant de travaux de plus de 10,5 milliards sur les cinq années à venir. Si le programme opère « une intervention massive sur le logement » (42 000 constructions, 45 000 démolitions, plus de 80 000 résidentialisations et près de 90 000 réhabilitations, le tout mobilisant plus de 70 % des crédits), d'autres volets de la rénovation urbaine sont également traités : 1,4 milliard d'euros (dont 37 % de subvention Anru) pour les aménagements de désenclavement et de couture urbaine, 940 millions (dont 32 % Anru) pour les équipements publics, 200 millions (dont 33 % Anru) pour les équipements artisanaux et commerciaux.

Le rapport d'activité 2004 de l'Anru  
<http://www.anru-documents.com/internet/documentation/RA1.pdf> (40 pages - 1,8 Mo)

(Source : Lettre d'information bimensuelle de <http://www.ville.gouv.fr>)

## LES NOUVELLES DU RESEAU

### Le BOP

Philippe Cambрил, directeur du centre de ressources, et Hervé Brunelot, DRIV Guyane, ont animé, à destination des chefs de projets contrat de ville, deux réunions de travail le 29 août et le 1<sup>er</sup> septembre dernier sur le BOP (Budget Opérationnel de Programme).

Un Powerpoint a été réalisé à cet effet et peut vous être communiqué sur simple demande auprès d'Alessandra Maillard au centre de ressources :

Tél : 05 94 28 79 43 ou par mel : [ales.centre-ville@wanadoo.fr](mailto:ales.centre-ville@wanadoo.fr)

### Ouverture des bureaux de la CDC en Guyane

Pour tout renseignement :

Monsieur le Chargé de Développement Territorial

Ducasse Fabien

Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)

13, Lot. Saint Michel

97351 Matoury

[fabien.ducasse@caissedesdepots.fr](mailto:fabien.ducasse@caissedesdepots.fr)

Tél : 0594 38 30 55

Fax : 0594 38 54 24

### Inauguration de l'espace public numérique à Rémire-Montjoly

Cet espace inauguré le 8 septembre par le maire et son conseil municipal dans le cadre de la politique de la ville est situé bât 7, rue des flamboyants cité des Ames claires.

Cette structure met à disposition des jeunes de la commune un équipement informatique flambant neuf.

### Les stagiaires du centre de ressources

Dans le prolongement du travail de mise en place du **SIG** effectué par Thomas Boismoreau, Matthieu Descombes finalise actuellement son mémoire de DESS intitulé : **Les espaces commerciaux et les dynamiques d'échanges dans les quartiers sud de Kourou**. L'étude conduite dans les quartiers en Zone de Rénovation Urbaine fait état des dynamiques d'installation des activités commerciales ainsi que des modalités d'appui au développement pour le secteur géographique considéré. Il s'agit de plus d'un exemple d'utilisation de l'information géographique au sein d'un travail monographique sur une vie économique de quartier, ainsi que d'un document à visées opérationnelles.

La soutenance du mémoire de Matthieu aura lieu le 3 Octobre à Pointe-à-Pitre à l'Université des Antilles et de la Guyane.

Les mémoires des stagiaires seront consultables au centre de ressources.

## **Calendrier de la mission de préfiguration de l'observatoire local des territoires**

Plusieurs réunions se sont tenues ces dernières semaines à l'initiative du centre de ressources :

- 5 juillet, groupe de travail « Habitat »
- 6 juillet, groupe de travail « santé, lutte contre les exclusions »
- 7 septembre, « habitat »
- 9 septembre « santé, lutte contre les exclusions »

Pour obtenir les comptes rendus des réunions, vous pouvez prendre contact avec Alessandra Maillard au centre de ressources.

Tél : 05 94 28 79 43 ou par mel : [ales.centre-ville@wanadoo.fr](mailto:ales.centre-ville@wanadoo.fr)

## **Cayenne, quartiers sud : collecte des témoignages oraux de la politique de la ville**

Le 21 septembre, à la direction des archives nationales, Valérie Grégoire, chargée de communication et de documentation au centre de ressources présentera le bilan de la collecte réalisée pendant les vacances au comité national de pilotage. A ce jour 13 témoins ont été entendus par six enquêteurs et ces entretiens constituent une mémoire originale de la politique de la ville dans ces quartiers.

## **VISITEZ LA DOCUMENTATION (nouveautés juillet, août, septembre)**

*Tous ces documents sont consultables sur rendez-vous au centre de ressources, cité Cabassou*

- ✚ **L'atelier santé ville, une démarche territoriale de santé publique.** Profession banlieue
- ✚ **Observer n'est pas jouer** (les enjeux , les méthodes et les réalités des SIG (systèmes d'information géographique) aquitains. Pays et quartiers d'aquitaine (PQA)
- ✚ **Correspondances et jeux de société.** DIV, coordination de l'ouvrage : Anne cordier et Pierre Mahey « arpenteurs ». (La FAEPU, Formation à l'Animation d'Espaces Publics Urbains, capitalisation d'une expérience collective singulière)
- ✚ **Coopérations internationales entre villes : de l'échange au savoir-faire.** Les cahiers du DSU, printemps - été 2005 n°42.
- ✚ **Comme la ville: accompagner la réussite éducative.** DIV, n°18 juillet 2005.

## ZOOM SUR la RENCONTRE DES DIRECTEURS DE CENTRES DE RESSOURCES EN GUYANE DU 1<sup>er</sup> AU 10 OCTOBRE 2005

*Si vous souhaitez participer à une rencontre-débat, vous pouvez vous adresser à Philippe Cambril au 05 94 28 79 43 ou par mail : [centre-ville.guyane@wanadoo.fr](mailto:centre-ville.guyane@wanadoo.fr)*

A l'occasion de la réunion de réseau du mois d'octobre 2005, les directeurs de centres de ressources animeront trois « rencontres-débats » sur des thèmes fondamentaux de la Politique de la ville.

Au cours de ces rencontres, les directeurs de centres feront part des expériences conduites dans leurs régions en réponse aux enjeux locaux.

Par ailleurs, en complément des témoignages, les centres ayant mené des travaux relatifs aux thèmes retenus, en feront une présentation synthétique, qui sera suivie de débats avec les professionnels guyanais.

Les « rencontres-débats » sont destinées à faciliter la mise en œuvre et le développement de programmes opérationnels. Les apports, essentiellement orientés sur les contenus et les finalités, seront aussi de nature technique et pratique.

Au travers de ces journées, il s'agit pour le réseau des centres de ressources de dresser *un état des lieux interrégional* sur les thématiques retenues (finalité, nature et ampleur des projets, état des partenariats, typologie des actions, etc...) ainsi que de poser les interrogations et les réflexions générées par la mise en œuvre des programmes opérationnels.

Par ailleurs, le centre de ressources de la DIV, membre du réseau, interviendra pour le niveau national, sur l'état des questions traitées et des dispositifs afférents.

Les trois thèmes retenus sont :

- ✘ L'éducation et la réussite éducative.
- ✘ La participation des habitants.
- ✘ Le développement de l'activité économique sur les territoires de la Politique de la ville.

## Education, réussite scolaire

**Saint-Laurent du Maroni : le mardi 4 octobre 2005, 15 heures, salle des délibérations de l'hôtel de ville.**

*A la veille de la mise en œuvre en Guyane des mesures, en faveur de l'accompagnement des élèves en difficulté de la loi de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005, nous souhaitons rapprocher les expériences déjà engagées sur d'autres territoires de celles de l'éducation en Guyane.*

## **Contexte**

La Guyane connaît depuis plus d'une décennie, une croissance démographique très importante (4% par an). D'abord provoquée par une forte immigration (notamment en provenance du Surinam, d'Haïti, de Saint Domingue, et du Brésil), puis par l'accroissement naturel.

La population de la Guyane à la fois très hétérogène et très jeune, se caractérise également par l'importance de l'illettrisme et de l'analphabétisme, de l'échec scolaire et par de bas niveaux de qualification.

## **Enjeux**

En terme d'éducation, la Guyane doit à la fois garantir la formation de tous et permettre la construction d'une cohésion.

Garantir la formation de tous, recouvre une double dimension :

- ✘ **Quantitative** : En Guyane, tous les enfants ne sont pas scolarisés, les constructions scolaires pourtant importantes ne suffisent pas à répondre à la demande. Les besoins en personnel enseignant dépassent largement les demandes d'affectations.
- ✘ **Qualitative** : La scolarisation tardive d'enfants non francophones, de cultures diverses, nécessite une pédagogie adaptée au sein de classes spécialisées.

Participer à la construction de la cohésion sociale, implique que l'école prenne une part active dans la transmission de règles communes acceptées et partagées par tous, ainsi que dans la reconnaissance et la valorisation des diversités culturelles.

## **Pistes de travail, questionnements :**

Le concept de « réussite éducative » orienté vers le soutien individuel peut-il contribuer à la cohésion sociale ? Ainsi, dans le cadre des équipes de réussite éducative, quelles relations peut-on envisager avec :

- les activités péri et extra scolaires ?
- les actions en faveur de la parentalité ?
- les actions en faveur de la citoyenneté ?

## **La participation des habitants**

**Kourou : le mercredi 5 octobre 2005, 17 h 30, salle Multi projection du Pôle culturel.**

*Entre démocratie participative et concertation des habitants, les démarches de participation recouvrent des échelles et des objectifs différents. : générale, elle participe de la gouvernance des territoires, tandis qu'orientée elle devient une composante du projet.*

*Présente en Guyane dans ces deux dimensions, la participation s'exprime sous des formes diverses tantôt locales et traditionnelles, tantôt récentes et extérieures.*

*Cette double diversité, toujours conjuguée par les acteurs est à l'origine de solutions, parfois originales, qu'il est utile de souligner.*

## **Contexte**

La croissance urbaine est à l'image de la croissance démographique, son extension souvent mal maîtrisée regroupe des habitants, d'histoires et de trajectoires diverses. De ce fait, l'appartenance communautaire prime souvent sur l'identité communale. Peu inscrits sur les listes électorales, les habitants sont également rarement consultés lors la réalisation des projets urbains.

Les villes de Kourou et de Cayenne, mènent des expériences de démocratie participative notamment par le biais de conseils de quartiers.

Par ailleurs, engagés dans des démarches de rénovation et de renouvellement urbain, les villes de Guyane devront s'assurer de la participation des habitants dans le cadre de la mise en œuvre des projets.

## **Enjeux**

La grande diversité de la population, la tendance au regroupement communautaire et la faible représentation des habitants rendent incontournables les temps à y consacrer et les espaces de communication à développer.

## **Pistes de travail, questionnements :**

Dans le prolongement des travaux engagés à Kourou, les directeurs de centres feront part des expériences conduites dans leurs régions en réponse à leurs enjeux locaux.

- ✘ La dimension culturelle de la participation et la place de la coutume
- ✘ Formes modernes et traditionnelles de l'expression des habitants (dont bilan FPH).
- ✘ Participation et vie associative

## **Le développement de l'activité économique sur les territoires de la Politique de la ville**

**Matoury : le vendredi 7 octobre 2005, 10 heures, salle des délibérations de l'hôtel de ville.**

*Toujours affirmé, le volet économique de la Politique de la ville demeure hésitant tant dans ses objectifs que ses outils et ses méthodes. Dans la perspective d'interventions urbaines soutenues (programme de Rénovation urbaine et relance des Zones Franches Urbaines), un tour d'horizon des expériences en cours et des réflexions conduites sur ce thème s'impose.*

## **Contexte**

Essentiellement tournée vers les services et le tertiaire, l'économie de la Guyane repose sur de très petites entreprises. Economiquement fragile, sa population est souvent pluriactive et une part appréciable des revenus familiaux peut provenir du « job »<sup>1</sup>.

Le marché local trop étroit ne facilite pas l'implantation ou la création des entreprises. Par ailleurs, l'environnement international (Brésil, Surinam) constitue un frein au développement économique.

## **Enjeux**

La population jeune se trouve très rapidement sur le marché du travail. Peu qualifiée, cette main d'œuvre potentielle est maintenue dans une l'oisiveté.

Dans le même temps, certains quartiers organisent des échanges informels importants : des habitants proposent des services variés mais ces activités demeurent faiblement structurées et peu développées.

## **Pistes de travail, questionnements :**

- Formel / informel, quel(s) positionnement(s) pour les acteurs de la Politique de la ville ?
- Quels dispositifs pour l'émergence et la pérennisation des projets économiques ?
- Place de la dimension économique dans les projets de RU ?
- Quels liens entre la réalisation des projets de rénovation urbaine et le développement économique du quartier ?
- Quels liens entre formation, qualification des hommes et développement de l'économie ?
- Développement économique et gestion urbaine de proximité ?
- Quels outils, quelles organisations pour le volet économique de la politique de la ville ?

### **LISTE DES CENTRES DE RESSOURCES PARTICIPANT AUX CONFERENCES - DEBATS**

<b>NOM</b>	<b>Territoire</b>	<b>CENTRE</b>
Monsieur BERTRAND Bruno	AQUITAINE	PQA
Madame BULOT Christine	VAL D'OISE	POLE RESSOURCES
Monsieur DEHEDIN Arnaud	PICARDIE	EPI
Monsieur DIDIER Michel	NATIONAL	DIV
Madame MADELIN Bénédicte	SEINE SAINT-DENIS	PROFESSION BANLIEUE
Madame MALTET Brigitte	BRETAGNE PAYS DE LOIRE	RESOVILLES
Monsieur MATHIEU Patrick-yves	MIDI PYRENEES	RESSOURCES ET TERRITOIRES
Monsieur MICHEL Dominique	PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	CRPV-PACA
Monsieur TRECA Frédéric	NORD PAS DE CALAIS	IREV
Madame WONG PIN Françoise	REUNION	VILLE ET HAUTS

<sup>1</sup> Travail clandestin